

Brochure n° 3013

Accord collectif national

IDCC : 1325. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**
(Gérants non salariés)

AVENANT N° 710 DU 16 MARS 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JUILLET 2010

NOR : ASET1050759M

IDCC : 1325

Entre :

La FNCC,

D'une part, et

La FNAA CFE-CGC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie les rémunérations minima garanties des gérants mandataires, les indemnités des heures passées en réunion, des heures de délégation et les indemnisations des gérants mandataires participant aux réunions paritaires.

Article 2

Minima garantis

Les partenaires sociaux conviennent que le montant des minima garantis à l'article 5 de l'accord collectif portant statut des gérants mandataires est fixé pour l'année 2010 de la façon suivante, à compter du 1^{er} juillet 2010 :

- succursale d'appoint : 1 515 € ;
- succursale normale : 2 200 €.

Article 3

Institutions représentatives des gérants mandataires

Indemnisation des heures passées en réunion et des heures de délégation

Les indemnités de réunion et des heures de délégation (art. 30, paragraphes 3 et 4), à partir du 1^{er} juillet 2010, sont fixées comme suit :

- heures passées en réunion : 39 € ;
- heures de délégation (membres de CE) : 121 € ;
- heures de délégation (gérants) : 92 € ;
- délégué syndical gérant (établissements de 50 à 150 gérants) : 68 € ;
- délégué syndical gérant (établissements de 151 à 500 gérants) : 92 €.

Article 4

Indemnisations des gérants mandataires participant aux réunions paritaires

Les prises en charge forfaitaires des frais de déplacements, à dater du 1^{er} juillet 2010, sont fixées à :

- indemnité forfaitaire (+ de 300 km) : 133 € ;
- indemnité forfaitaire (– de 300 km) : 45 € ;
- indemnité kilométrique : 0,23 €.

Article 5

Date d'application

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au 1^{er} juillet 2010.

Article 6

Publicité

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 16 mars 2010.

(Suivent les signatures.)